

Il est donc logique de relever les nouveaux défis qui se présentent et de reconnaître les nouveaux risques que courent les forces de maintien de la paix, les situations plus difficiles où les Nations Unies doivent intervenir et le nombre sensiblement accru d'opérations que les Nations Unies ont autorisées et envisagent actuellement.

Par conséquent, pour relever le défi, les Nations Unies doivent être en mesure de demander à un plus grand nombre de pays d'assumer les responsabilités du maintien de la paix. Le Canada et les autres pays qui participent régulièrement aux missions ne peuvent le faire seuls. Le Japon a pris la décision audacieuse, et controversée sur le plan politique intérieur, d'envoyer une force de maintien de la paix au Cambodge — la première mission de ce genre jamais organisée par ce pays. L'Allemagne y est allée d'une première participation en envoyant une force de maintien de la paix en Somalie.

Nous accueillons ces gestes avec plaisir et exhortons les deux pays à faire plus. Il faut également inciter d'autres pays à faire leur part : en les encourageant, en leur inspirant un sentiment de culpabilité ou en recourant à des pressions.

Nous encouragerions également les États-Unis à envisager de jouer un rôle plus actif sur le plan du maintien de la paix. Je reconnais que les États-Unis contribuent, dans une large mesure, à faire régner la paix dans le monde, comme ils l'ont fait pour défendre le Koweït, rôle qu'aucun autre pays, et certainement pas le mien, peut jouer, même si le Canada s'est toujours enorgueilli de faire sa part pour défendre la liberté.

Néanmoins, si les États-Unis participaient aux missions de maintien de la paix, ils reconnaîtraient la nécessité de nouveaux modes de «défense de la liberté» dans la conjoncture actuelle.

Nous devons considérer que le maintien de la paix ne se résume pas à la gestion des conflits. Le concept peut être étendu et adapté et servir à répondre à d'autres besoins. Il s'agit peut-être de la meilleure façon de faire face aux conflits ethniques et nationalistes, le plus grand défi de notre décennie. Il peut aussi être adapté pour répondre aux nouvelles exigences, par exemple, pour appuyer les opérations humanitaires de grande envergure.

C'est ce qui se produit maintenant, quoique imparfaitement, en Bosnie et en Somalie. Comme vous le savez, le maintien de la paix se poursuit au Cambodge dans le cadre d'un effort massif visant à établir un système démocratique, à restructurer l'économie et à permettre la réinstallation de quelque 250 000 réfugiés.

Toutes ces opérations prêtent à controverse, sont coûteuses et pleines de risques. Les risques que court la population de ces pays, en cas d'échec, sont évidents. Les risques qu'encourent les forces de maintien de la paix sont extrêmement graves.